



Plan d'action
pour intégrer le volontariat
dans le Programme 2030

**RAPPORT DE SYNTHÈSE
DU PLAN D'ACTION SUR**

**L'INTÉGRATION DU VOLONTARIAT
DANS LE PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE
À L'HORIZON 2030**

**DANS LA
RÉGION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE
DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE**

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	3
2. Le Programme 2030 dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe	6
3. Principales tendances du volontariat dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe	9
3.1. Développement de l'appropriation des objectifs de développement durable par la population	10
Mise en œuvre d'une approche de réalisation des ODD axée sur les personnes	10
Mobilisation des populations en faveur de l'action	11
Démarginalisation des populations les plus défavorisées	12
3.2. Intégration du volontariat dans la mise en œuvre du Programme 2030	13
Intégration du volontariat par la législation et les politiques	13
Création de nouvelles possibilités grâce aux programmes et à la technologie	14
Intégration du volontariat dans la coopération internationale	15
3.3. Mesurer la contribution des volontaires	16
4. Réinventer le volontariat dans la région de la CEE-ONU	19
Notes	24

Le présent rapport de synthèse a été établi à partir des documents communiqués par les États membres sur l'intégration du volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), conformément au rapport de 2015 du Secrétaire général de l'ONU (A/70/118) et à la résolution de l'Assemblée générale A/RES/73/140. Les informations synthétisées dans le présent rapport sont basées sur les analyses de la situation nationale du volontariat des États membres transmises au Secrétariat au plan d'action en 2018, les contributions au rapport du Secrétaire général de 2018 sur le volontariat et les rapports nationaux volontaires envoyés par les États membres dans le cadre du processus de suivi de la mise en œuvre du Programme 2030.

1. INTRODUCTION

Le volontariat est un moyen puissant d'inciter les populations à collaborer pour mettre à exécution le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et de bâtir un monde écologiquement durable, en paix, débarrassé de la pauvreté, de la faim et des inégalités et où personne n'est laissé pour compte.¹

Plus d'un milliard de personnes travaillent comme volontaires dans le monde en fournissant des soins médicaux, en contribuant à l'action climatique, en apportant une assistance technique ou encore en assurant le suivi des efforts de reconstruction après un désastre.² Le volontariat est essentiel afin de garantir que les actions pour le développement dans le monde sont l'affaire de tous, qu'elles sont mises en œuvre par tous et qu'elles bénéficient à tous.

Le Programme 2030 reconnaît le rôle essentiel que les volontaires jouent partout sur la planète. Après le lancement du programme en 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par résolutions un plan d'action élaboré par les États membres des Nations Unies (figure 1) pour aider les acteurs du volontariat à améliorer la reconnaissance et l'intégration du volontariat dans les objectifs de développement durable. En s'appuyant sur les efforts conjugués des volontaires, des gouvernements, de la

société civile, du secteur privé et des Nations Unies, le plan d'action vise à renforcer l'appropriation du Programme 2030 par les populations, à intégrer et généraliser le volontariat dans les stratégies et les politiques nationales et à mesurer plus efficacement l'influence des volontaires.

Des progrès importants ont été accomplis pour l'intégration du volontariat dans les objectifs de développement durable, et les volontaires font entendre leur voix non seulement auprès des Nations Unies,³ mais aussi très souvent dans leur propre pays ou organisation. À l'heure actuelle, plus de 100 pays ont mesuré le travail volontaire, et plus de 90 autres pays ont élaboré des politiques ou des législations visant à promouvoir le volontariat.⁴ En 2018, 29 États membres ont reconnu les efforts des volontaires dans leurs rapports nationaux volontaires (RNV) sur la réalisation des ODD.

Figure 1 Résolutions clés de l'Assemblée générale des Nations Unies mentionnant le volontariat.

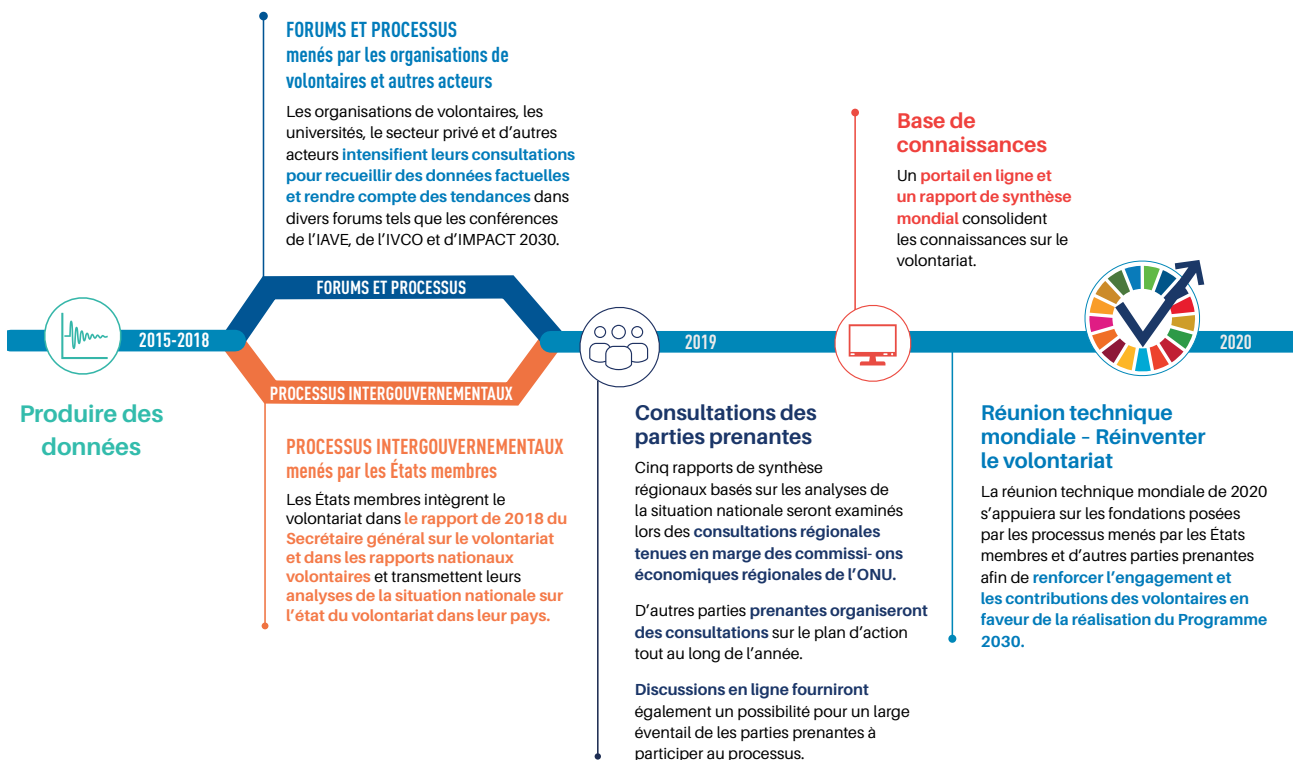


Le plan d'action modèlera le futur du volontariat dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et prévoit l'organisation d'une réunion technique mondiale sur le thème « Réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030 », qui aura lieu en juillet 2020 en marge du Forum politique de haut niveau pour le développement durable. Afin de préparer cet événement, le Secrétariat au plan d'action examine le rôle du volontariat dans la mise en œuvre et la localisation des objectifs de développement durable et met en place une base de connaissances regroupant les bonnes pratiques, les leçons tirées et les bases de données. Les informations utilisées dans ce but proviennent des États membres, des agences de l'ONU, des organisations de volontaires, des organisations de la société civile, des universités et du secteur privé. Le plan d'action a pour objectif d'encourager toutes les parties prenantes à produire des données factuelles et à instaurer le dialogue afin de consolider et d'élargir cette base de connaissances, qui porte sur la manière de réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030.

En 2019, cinq consultations régionales sur le volontariat auront lieu dans le cadre des forums régionaux pour le développement durable. Elles donneront l'occasion aux parties prenantes du plan d'action de discuter des données factuelles et des approches, de mettre en commun les meilleures pratiques et de déterminer les possibilités de combler les lacunes en matière de connaissance. D'autres consultations menées par les organisations de volontaires devraient avoir lieu au deuxième semestre de 2019. Elles seront complétées par des consultations et des discussions en ligne. Les analyses et les meilleures pratiques recueillies seront utilisées conjointement pour constituer un rapport de synthèse mondial en vue de la réunion technique mondiale de 2020ⁱ.

ⁱ La réunion technique mondiale de 2020 aura lieu lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, en juillet 2020, et sera coprésidée par le Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) avec des États membres et d'autres parties prenantes.

Figure 2 Processus de plan d'action: en route pour 2020 : « Réinventer le volontariat ».



Le présent rapport de synthèse régional est une source d'information du plan d'action destinée à la consultation régionale sur le volontariat, organisée dans le cadre du Forum régional pour le développement durable 2019 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Les informations qu'il contient proviennent de trois sources (voir l'annexe A pour des informations plus détaillées). Premièrement, il utilise les informations tirées des analyses de la situation nationale du volontariat, qui ont été élaborées en collaboration avec les Nations Uniesⁱⁱ, la société civile et les organisations de volontaires afin de produire – à l'intention du plan d'action – des faits et des données sur l'ampleur, la portée et l'impact du volontariat. Deuxièmement, il exploite les informations sur le volontariat que les États membres ont consignées dans leurs rapports nationaux volontaires de 2018 sur les progrès concernant la réalisation du Programme 2030. Enfin, le présent rapport utilise aussi des données factuelles provenant d'autres rapports récents, tels que le rapport de 2018 du Secrétaire général sur le volontariat ; des données mondiales, régionales et nationales provenant des États

ii Conformément au rapport de 2015 du Secrétaire général de l'ONU (A/70/118), et dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action, les États membres des Nations Unies ont été invités à rédiger des analyses de la situation nationale du volontariat en 2018 et à les transmettre au Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).

membres et des entités régionales ; et des rapports clés publiés par les agences ou programmes de l'ONU.

Le présent rapport est organisé en quatre chapitres. Le chapitre 2 présente une vue d'ensemble des progrès accomplis vers la mise en œuvre du Programme 2030, fondée sur des rapports existants. Son objectif est d'aider à identifier les tendances en matière de volontariat ainsi que les possibilités qui s'offrent aux volontaires pour contribuer à renforcer et accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Le chapitre 3 examine les progrès actuels concernant l'intégration du volontariat dans le Programme 2030, sur la base des informations fournies par les États membres. Le chapitre 4 rassemble les informations des chapitres 2 et 3 afin de fournir quelques recommandations initiales sur les actions que les acteurs du volontariat peuvent entreprendre dans la région de la CEE-ONU pour atteindre les objectifs définis dans le plan d'action. Ces recommandations ne sont pas exhaustives et serviront à orienter d'autres dialogues et consultations sur le plan d'action lors du Forum régional pour le développement durable et en préparation de la réunion technique mondiale de 2020.

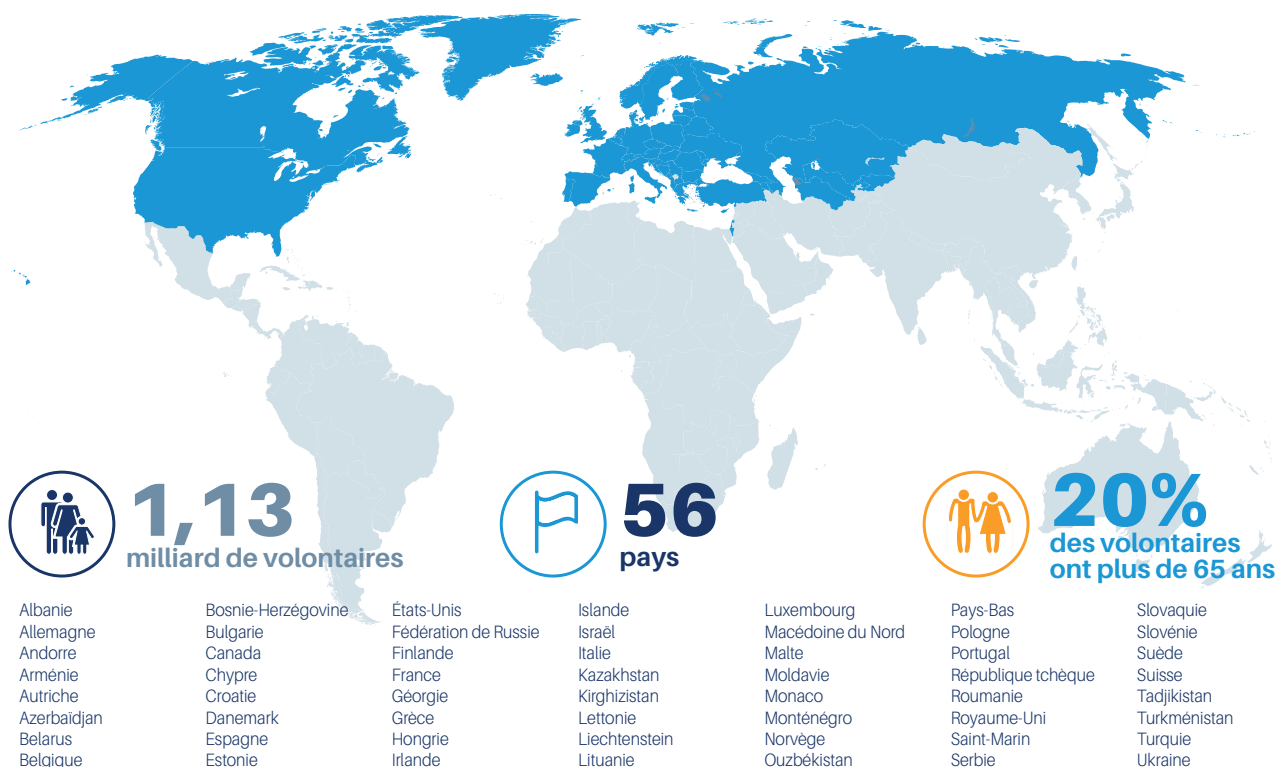
2. LE PROGRAMME 2030 DANS LA RÉGION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE

Le Programme 2030 a été largement adopté dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Entre 2015 et 2018, 36 États membres de la CEE-ONU ont rendu compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) dans leurs rapports nationaux volontaires.⁵

Certains États membres ont réalisé leurs propres rapports d'étape et plateformes de suivi sur la réalisation des ODD. C'est, par exemple, le cas de la

Pologne, qui a mis en place une plateforme nationale de rédaction de rapports,⁶ ou de l'Arménie, qui a mis en service en 2017 une plateforme fonctionnant en

Figure 3 Carte de la région de la CEE-ONU.



temps réel pour mesurer et visualiser la progression des objectifs de développement durable.⁷ Des acteurs sous-régionaux, tels que l'Union européenne (UE)⁸ et l'Union économique eurasiatique (UEE)⁹ ont aussi publié leurs propres rapports d'étape. De nombreux États membres de la CEE-ONU ont aligné leurs politiques sur les objectifs de développement durable et ont créé des organisations afin de coordonner les efforts. Par exemple, en 2018, le Kazakhstan a mis en place une architecture de coordination des objectifs de développement durable au niveau national¹⁰, alors que le Canada a créé une plateforme de coordination et de suivi des ODD.¹¹

Le bilan des progrès accomplis pour atteindre les objectifs de développement durable dans la région apparaît contrasté. Les variations importantes dans les données collectées et l'absence notable de données précises et désagrégées pour certains pays et sous-régions expliquent pourquoi il est difficile de se faire une idée exacte de la situation. De nombreux pays ont fait des progrès pour ce qui est d'éliminer la pauvreté (ODD 1), promouvoir une bonne santé et le bien-être (ODD 3) et promouvoir une éducation de qualité (ODD 4), mais quelques réserves importantes s'imposent. Par exemple, alors que les taux de pauvreté extrême sont bas dans de nombreux pays de la CEE-ONU, la pauvreté multidimensionnelle continue d'affecter un nombre important de personnes¹², et les pays ayant le PIB par habitant le plus faible de la région affichent des taux de pauvreté supérieurs à 30 %.¹³

La réflexion sur la manière dont le volontariat peut contribuer à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable dans la région permet de dégager plusieurs domaines thématiques clés : les inégalités, l'évolution démographique, les migrations, le chômage des jeunes et les changements climatiques. Les inégalités concernent tous les objectifs de développement durable. Au Tadjikistan, au Kazakhstan, au Royaume-Uni et dans la Fédération de Russie, l'écart de revenu entre les riches et les pauvres s'est considérablement élargi.¹⁴ Entre les sous-régions, entre les pays ainsi que dans des contextes très localisés, les inégalités et

la marginalisation liées au statut socioéconomique, à l'appartenance ethnique ou au sexe ont une incidence importante sur le développement humain. Il faut aussi souligner que certains progrès ont été accomplis. Par exemple, les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes ont diminué en Belgique, en Hongrie et en Espagne.¹⁵ Toutefois, dans l'ensemble de la région de la CEE-ONU, les possibilités d'autonomisation économique des femmes restent limitées par les responsabilités que ces dernières assument en matière de prestations de soins de santé non rémunérées ainsi que par le manque d'aide subventionnée.¹⁶

L'évolution démographique de la région CEE-ONU présente des possibilités et des enjeux importants pour la réalisation du Programme 2030, particulièrement en ce qui concerne le volontariat. La population est globalement vieillissante, et d'ici à 2030, plus de 20 % de la population totale devrait dépasser les 65 ans alors que 5 % devraient avoir plus de 80 ans.¹⁷ L'allongement de la durée de vie accentuera la pression sur les systèmes d'aide existant tout en créant de nouvelles possibilités pour faire participer des populations plus âgées et en meilleure santé. La région connaît aussi un afflux important de demandeurs d'asile, de réfugiés et de migrants économiques. Les flux de migrants se déplacent, par exemple, d'Europe du Sud et de l'Est vers l'Europe de l'Ouest et d'Amérique latine vers l'Amérique du Nord.¹⁸ Des flux de personnes déplacées proviennent aussi de pays extérieurs à la région, comme c'est le cas des populations qui fuient le conflit en Syrie. Dans ce contexte, l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU en 2018 a généré une nouvelle dynamique pour tirer parti du potentiel positif des migrations.¹⁹

Bien que le chômage ait reculé dans la plupart des pays de la région, l'accès des jeunes au plein emploi avec un salaire équitable reste préoccupant.²⁰ Aux États-Unis, en 2018, le taux de chômage des jeunes s'est établi à 8,6 %.²¹ Dans les pays européens, en 2017, il a été en moyenne de 16,9 % (évoluant de 6,8 % en Allemagne à 43,6 % en Grèce)²² alors que dans 7 des 9 pays de la Communauté des États

indépendants (CEI), il a été deux fois supérieur à celui observé chez les plus de 24 ans.²³ Les nombreux jeunes gens qui travaillent n'arrivent pas à trouver d'emploi à plein temps ou rémunéré équitablement. Le travail à temps partiel ou les « petits boulots » sont de plus en plus répandus, ce qui a une incidence sur la sécurité financière et le développement du capital humain de la jeunesse de la région. De plus, dans de nombreux pays, les jeunes femmes sont moins susceptibles de travailler, de faire des études ou d'effectuer un stage (ni étudiante, ni employée, ni stagiaire), ce qui génère des inégalités entre les hommes et les femmes sur le marché du travail.²⁴

Le changement climatique aura une incidence potentielle sur la réalisation de tous les objectifs de développement durable dans la région. Les progrès

accomplis dans le cadre des objectifs portant sur l'environnement et le climat sont inégaux et varient en fonction des pays et des indicateurs.²⁵ Par exemple, dans l'Union européenne, l'efficacité énergétique et l'accès à une énergie propre se sont améliorés en Allemagne, en France et en République tchèque,²⁶ mais les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 0,6 % en Europe en 2017, et ce, principalement en raison du transport routier et de l'augmentation de la consommation d'énergie.²⁷ La région comprend quelques-uns des plus importants contributeurs au réchauffement planétaire lié aux activités humaines, mais elle détient aussi de nombreuses solutions liées aux innovations en matière d'énergie verte ou aux politiques d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements.²⁸

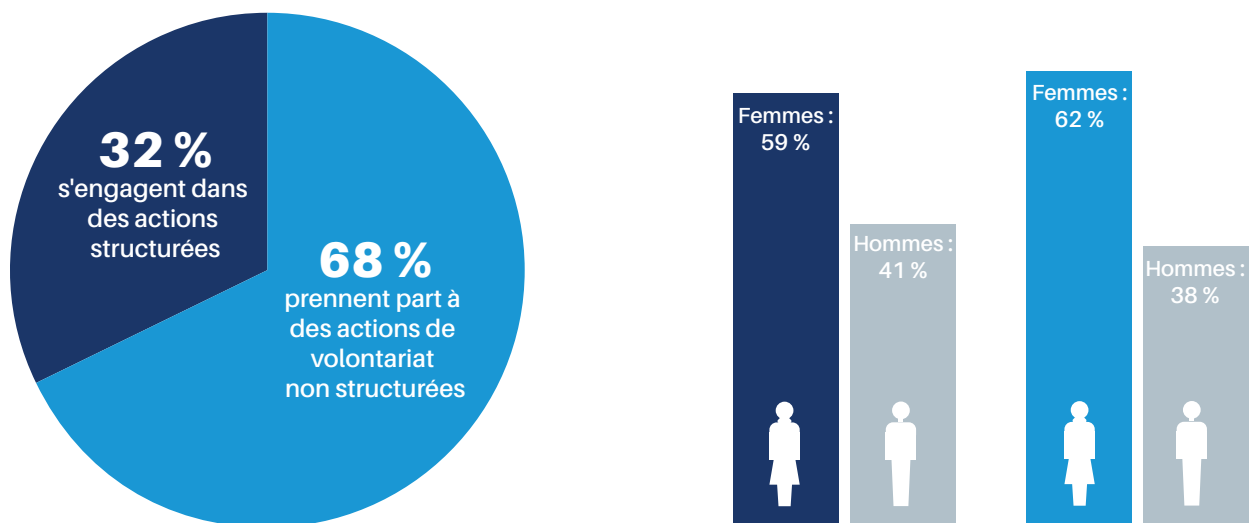
3. PRINCIPALES TENDANCES DU VOLONTARIAT DANS LA RÉGION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE

Selon les dernières estimations du *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde 2018*, la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) compte plus de 29 millions de volontaires en équivalent temps.²⁹ Les efforts conjugués des volontaires de la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) représenteraient le travail d'au moins 45 millions de personnes à temps plein.

Près de 59 % des volontaires sont des femmes, dont le nombre dépasse par conséquent celui

des hommes engagés dans le volontariat. Cette proportion atteint 62 % pour le volontariat non

Figure 4 Ampleur et portée du volontariat dans la région de la CEE-ONU.



Les efforts conjugués des volontaires de la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) représenteraient le travail d'au moins **45 millions de personnes à temps***

* Estimations dérivées des données du Rapport sur le volontariat dans le monde, 2018.

structuré. Bien que les estimations sur l'ampleur et la portée du volontariat dans la région soient utiles, les tendances régionales restent difficiles à résumer, et ce, pour deux raisons. D'abord, parce que les données sont de qualité variable et de couverture inégale, ensuite parce que dans la région de la CEE-ONU le volontariat est défini, compris et vécu de différentes façons en fonction des normes sociales, économiques et politiques.

La manière dont le volontariat est perçu et la façon dont il est mis en œuvre continuent de changer. Dans de nombreux pays, le volontariat structuré est de plus en plus irrégulier en raison de l'influence que différents facteurs – tels que les nouvelles technologies et les changements en matière d'emploi – exercent sur lui. Par ailleurs, le volontariat est perçu de manière croissante par les responsables politiques comme un moyen de mobiliser les jeunes sans emploi ou en situation de sous-emploi, et de nombreuses analyses de la situation nationale mettent l'accent sur l'amélioration de l'employabilité. C'est notamment le cas de Malte, qui a mis en place un programme pour le volontariat des jeunes (« Youth Voluntary Work Scheme ») afin d'améliorer les compétences et les possibilités d'emploi.³⁰ L'importance accordée à la mobilisation des personnes âgées grâce au volontariat constitue une autre tendance notable. En Autriche, par exemple, le groupe d'âge de volontaires le plus actif est celui des personnes entre 50 et 69 ans, dont 55 % participent à des activités de volontariat.³¹ Les pays de la région continuent à adopter des politiques et des dispositions législatives sur le volontariat, mais il est de plus en plus admis que des approches plus ascendantes et tenant davantage compte des conditions locales sont nécessaires pour soutenir le volontariat.³² L'éventail des acteurs qui s'engagent directement dans le volontariat s'élargit également avec, par exemple, le secteur privé. Ce dernier joue un rôle plus actif dans la mesure où les entreprises reconnaissent la valeur du volontariat comme un moyen d'atteindre des objectifs en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) de plus en plus importants.

3.1. DÉVELOPPEMENT DE L'APPROPRIATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LA POPULATION

Le Programme 2030 met l'accent sur une approche locale et axée sur les personnes tout en reconnaissant qu'il ne sera pas possible de réaliser les objectifs de développement durable (ODD) sans la participation de toutes les parties prenantes. Le volontariat peut jouer un rôle clé pour fortifier l'appropriation locale en mobilisant les populations, en promouvant la solidarité et en créant des liens entre les initiatives mondiales et locales.³³ Les données examinées dans le cadre du présent rapport mettent en évidence les actions clés que les volontaires de la région de la CEE-ONU ont menées pour renforcer l'appropriation du Programme 2030 par la population.

MISE EN ŒUVRE D'UNE APPROCHE DE RÉALISATION DES ODD AXÉE SUR LES PERSONNES

Les volontaires fournissent des services sociaux de base (ODD 1, 2, 3 et 4) visant à garantir que chacun ait un niveau de vie minimum et puisse vivre dans la dignité. Ces activités de volontariat sont devenues plus fréquentes après les ralentissements économiques entraînés par les crises financières de 2008. Par exemple, en 2016, 16 400 volontaires ont travaillé avec la Fédération européenne des Banques Alimentaires dans 326 banques alimentaires réparties dans 23 pays européens pour réduire l'insécurité alimentaire. Ils ont notamment redistribué la nourriture jetée au rebut par les supermarchés aux personnes socialement et économiquement défavorisées.³⁴ Au Kazakhstan, des médecins volontaires du Centre national de recherche sur la chirurgie cardiaque œuvrent en faveur de la santé pour tous en soignant gratuitement des patients nécessitant une intervention chirurgicale critique.³⁵ Le volontariat permet aussi aux personnes de l'ensemble

de la région de développer leurs compétences et leurs connaissances, ce qui les aide ensuite à trouver un emploi et un travail décent (ODD 8). En France, par exemple, le volontariat international en entreprise et le volontariat international en administration permettent aux jeunes d'améliorer leurs perspectives d'emploi en travaillant comme volontaires à l'étranger.³⁶ Les volontaires continuent à jouer un rôle important pour la protection de l'environnement ainsi que pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements (ODD 6, 7, 13, 14 et 15). Ils s'appuient pour cela sur une longue expérience du volontariat en matière de préservation de l'environnement et sont fortement motivés par la prise de conscience croissante des graves problèmes environnementaux qui se posent aujourd'hui. C'est notamment le cas au Royaume-Uni où environ 300 000 volontaires travaillent dans le cadre de projets de préservation³⁷ et en Azerbaïdjan où les volontaires s'efforcent de réduire les déchets en collectant et recyclant le papier.³⁸

MOBILISATION DES POPULATIONS EN FAVEUR DE L'ACTION

Des campagnes de sensibilisation sont menées dans toute la région de la CEE-ONU afin de montrer comment le volontariat peut faire la différence pour relever les défis du développement durable. Le gouvernement espagnol, par exemple, publie des informations expliquant aux citoyens comment

ils peuvent contribuer au Programme 2030 grâce au volontariat.³⁹ Au Kazakhstan, le projet de sensibilisation à l'échelle nationale « Generous Heart » encourage les citoyens, les entreprises et les organisations de la société civile à s'engager dans des activités de volontariat.⁴⁰ À Chypre, à Malte et en Pologne, le volontariat a été intégré dans les programmes scolaires afin de promouvoir l'inclusion sociale et de développer les compétences professionnelles.⁴¹ Il arrive aussi que les volontaires développent eux-mêmes leur prise de conscience grâce au volontariat. C'est le cas en Arménie, où la Croix-Rouge arménienne et le HCR forment les jeunes volontaires sur les violences sexistes,⁴² et à Malte, où une campagne pour le volontariat a attiré l'attention sur les enjeux mondiaux comme le changement climatique et l'égalité des sexes.⁴³

Les gouvernements peuvent favoriser l'engagement volontaire en reconnaissant et en valorisant le volontariat en tant que comportement social, notamment grâce aux prix et récompenses « traditionnels », mais aussi en profitant de l'engouement accru du marché du travail pour les certifications. Le gouvernement autrichien délivre des « passeports de volontaires » où sont consignées les compétences acquises durant les activités de volontariat afin de faciliter les demandes d'emploi.⁴⁴ En Croatie, le ministère de la Politique sociale et de la Jeunesse a créé un programme de certification des compétences acquises par le volontariat, qui est aujourd'hui reconnu par 23 employeurs.⁴⁵

ROYAUME-UNI : PROMOUVOIR DES ACTIONS CONCRÈTES AU SERVICE DES AUTRES⁴⁸

La campagne #iwill menée au Royaume-Uni encourage les jeunes de 10 à 20 ans à s'engager dans le volontariat et appelle les entreprises, les écoles, le public et les organisations de volontaires à reconnaître que les jeunes peuvent exercer une influence positive sur le monde dans lequel ils vivent. La campagne met spécialement l'accent sur les jeunes issus de milieux socioéconomiques défavorisés, et son financement est assuré par le gouvernement, la loterie nationale ainsi que d'autres parties prenantes. Depuis 2016, 875 organisations ont participé à #iwill pour organiser des activités de volontariat des jeunes dans des domaines tels que la santé et l'autonomisation des femmes.

Source : NCVO 2018 ; www.iwill.org.uk

En France, de plus en plus d'universités permettent aux étudiants d'obtenir des crédits par l'intermédiaire du volontariat, qui peuvent être utilisées dans toute l'Europe grâce au système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS).⁴⁶ Les campagnes de communication et les récompenses, comme la Journée internationale des Volontaires (JIV) du 5 décembre et les prix qui y sont associés, contribuent aussi à sensibiliser le public. En Russie, par exemple, 2018 a été déclarée « année du volontariat », une initiative qui a entraîné une reconnaissance accrue du volontariat par le public et conduit à la création de 178 centres de volontaires.⁴⁷

DÉMARGINALISATION DES POPULATIONS LES PLUS DÉFAVORISÉES

Le volontariat contribue aux principes fondamentaux du Programme 2030 consistant à veiller à « ce que personne ne soit laissé de côté » et à « aider en priorité les plus défavorisés ».⁴⁹ Les volontaires peuvent apporter leur soutien aux plus vulnérables, et s'engager dans le volontariat peut donner aux personnes marginalisées les moyens de s'approprier les solutions des défis auxquels elles sont confrontées.⁵⁰ Compte tenu du vieillissement de la population, le volontariat peut tout particulièrement profiter aux personnes âgées dans la région CEE-ONU. En Azerbaïdjan, le projet « Volunteering Has

No Age » donne aux personnes âgées vivant dans des établissements de soins sociaux la possibilité de travailler comme volontaires pour surveiller des enfants.⁵¹ En Israël, les volontaires utilisent une ligne d'assistance téléphonique pour donner des informations aux citoyens âgés sur des questions telles que la santé ou la retraite, et au Belarus, des volontaires d'entreprise aident les aînés à renforcer leur aptitude à se servir des outils numériques.⁵² Dans le cadre d'un projet pilote lancé au Royaume-Uni, des volontaires organisent des activités sociales et des visites à domicile afin d'aider les personnes âgées et les personnes handicapées à sortir de leur isolement social.⁵³ Dans toute la région de la CEE-ONU, les parties prenantes reconnaissent de plus en plus le potentiel du volontariat pour autonomiser les femmes et promouvoir l'égalité des sexes. Le Service volontaire européen, par exemple, travaille à promouvoir les droits des femmes au sein et en dehors de la région de l'Union européenne.⁵⁴

Dans l'ensemble de la région, les volontaires sont des acteurs essentiels de l'action humanitaire et apportent une contribution inestimable pour soutenir et intégrer les migrants et les personnes déplacées et pour tirer parti de leur potentiel. Les communautés d'accueil, tout comme les migrants et les personnes déplacées, participent à ces efforts. En Allemagne, des initiatives dirigées par des volontaires ont permis de répondre aux besoins immédiats de réfugiés et

« LIBRARY CHAMPIONS » : UN PROGRAMME DE SENSIBILISATION AU VOLONTARIAT POUR LES MIGRANTS ⁵⁸

Au Canada, le ministère Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada travaille en partenariat avec les bibliothèques publiques pour faciliter l'intégration des immigrants arrivés récemment. Le projet « Library Champions », mis en œuvre dans le cadre de l'initiative NewToBC, propose aux immigrants de devenir volontaires pour aider les autres nouveaux arrivants à découvrir les bibliothèques et leurs communautés. Plus de 1 200 immigrants ont suivi une formation de volontaire grâce à NewToBC et sont ensuite entrés en contact avec 74 300 immigrants nouvellement arrivés. Cette initiative contribue à la réalisation des ODD 4 et 9 par le volontariat, en soutenant des communautés culturellement diverses, inclusives et accueillantes en Colombie-Britannique et en donnant accès à une éducation de qualité.

Source : Gouvernement du Canada 2018 ; <https://newtobc.ca/newcomer-resources/champions-project/>

de demandeurs d'asile, notamment en fournissant abri et soins de santé,⁵⁵ tandis qu'en Autriche⁵⁶ et en Grèce,⁵⁷ des demandeurs d'asile ont travaillé comme volontaires pour aider les nouveaux arrivants. Comme le montre le projet « Library Champions » mis en œuvre au Canada, le volontariat joue aussi un rôle important pour l'intégration des immigrants en créant des liens entre les personnes, qui viennent souvent d'horizons très divers, afin d'établir des relations de compréhension et de confiance entre les groupes et les communautés.

3.2. INTÉGRATION DU VOLONTARIAT DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME 2030

En tant que modalité de développement transversal, le volontariat ne pourra réaliser son plein potentiel que s'il est intégré dans les différents domaines d'action du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les données disponibles permettent aujourd'hui de tracer une image plus claire de la façon dont les pays de la région de la CEE-ONU ont intégré le volontariat dans les efforts nationaux et internationaux en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

INTÉGRATION DU VOLONTARIAT PAR LA LÉGISLATION ET LES POLITIQUES

Les pays de la région continuent d'adopter des politiques et des législations en vue de renforcer la protection des volontaires et de développer des incitations pour l'engagement volontaire. Selon les estimations du programme VNU, au moins 37 États membres de la région CEE-ONU ont adopté des politiques et des lois ou instauré d'autres mesures spécifiques au volontariat ou s'y rapportant.⁵⁹ Sept pays ont indiqué dans leurs analyses de la situation nationale qu'ils disposaient d'une législation nationale sur le volontariat. C'est notamment le cas de la Croatie qui a adopté en 2007 une loi sur le volontariat, qui définit les principes fondamentaux du volontariat, tels que la non-discrimination, la

mobilité, le plein gré et la solidarité.⁶⁰ La loi sur le service volontaire instaurée la même année par la République tchèque vise quant à elle à veiller à la sécurité et au bien-être des volontaires.⁶¹ Le volontariat se développe aussi dans des pays de la région de la CEE-ONU caractérisés par des environnements moins réglementés et plus décentralisés. Aux Pays-Bas, la mission consistant à favoriser et promouvoir le volontariat a été transférée aux institutions locales en vertu de mesures législatives telles que la loi sur l'aide sociale, qui donne aux municipalités la possibilité de créer des politiques et des mesures incitatives fiscales au bénéfice des organisations de volontaires.⁶² Le Royaume-Uni offre pour sa part l'exemple d'un pays où il n'existe pas de loi spécifique pour le volontariat et, bien qu'il soit admis que cette situation présente certains avantages, elle a aussi l'inconvénient de priver les volontaires de protection juridique en matière d'emploi ou de non-discrimination.⁶³

L'intégration du volontariat dans les politiques de développement permet aux volontaires de contribuer à la réalisation de tous les objectifs de développement durable tout en bénéficiant d'un large soutien. Certains pays de la région de la CEE-ONU ont élaboré des politiques spécifiques au volontariat afin de faciliter son intégration et sa cohérence dans l'ensemble des domaines d'action. L'Irlande en est un bon exemple, puisque le pays a développé en 2019 une stratégie nationale du volontariat en menant des consultations et en effectuant des enquêtes auprès de nombreuses parties prenantes.⁶⁴ Plusieurs pays de la région CEE-ONU ont intégré le volontariat dans leur politique nationale pour la jeunesse, notamment la Croatie, le Danemark, la Hongrie, la Pologne et le Turkménistan.⁶⁵ Cette approche se retrouve aussi au niveau sous-régional. Par exemple, la stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse (2018) destinée aux jeunes qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires encourage le volontariat en tant que moyen de rassembler les jeunes, de renforcer la solidarité et d'améliorer l'employabilité.⁶⁶ Bien que le volontariat soit déjà bien intégré dans de nombreuses politiques pour la jeunesse, ce n'est toutefois pas souvent le cas pour d'autres domaines

d'action. Malte constitue une exception à cette tendance, puisque le pays a adopté une stratégie nationale en faveur du vieillissement actif (2014 – 2020) afin de favoriser l'engagement volontaire des personnes âgées au moyen de programmes nationaux et d'une plateforme en ligne.⁶⁷

CRÉATION DE NOUVELLES POSSIBILITÉS GRÂCE AUX PROGRAMMES ET À LA TECHNOLOGIE

La formalisation du volontariat grâce à la création de programmes permet aux volontaires de bénéficier d'un soutien plus fort. Dans l'ensemble de la région, de nombreux programmes nationaux offrent aux jeunes la possibilité d'acquérir des compétences et de l'expérience tout en contribuant aux efforts en faveur du développement durable, par exemple en Autriche, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Lituanie.⁶⁹ Cependant, bien que ces programmes soient répandus, ils ne sont pas toujours bien intégrés dans les stratégies plus larges de développement national et international. Il existe des exceptions comme au Royaume-Uni, où le programme de volontariat est intégré dans le service national citoyen,⁷⁰ ou en Azerbaïdjan, où le programme « ASAN Volunteers »

a été intégré dans la stratégie nationale pour la jeunesse afin d'améliorer l'employabilité des jeunes.⁷¹ Les programmes exigent un financement durable, et les dix pays qui ont transmis leur analyse de la situation nationale ont tous décrit les engagements en matière de financement du volontariat. Ces informations montrent que si le volontariat caractérise une approche économiquement viable du développement durable, il n'est pas pour autant gratuit. Par exemple, le gouvernement français alloue 17 millions d'euros par année au soutien du volontariat par l'intermédiaire de programmes nationaux et de la participation de la société civile. La Géorgie dispose d'un fonds pour le développement de la jeunesse, qui apporte un soutien financier aux groupes marginalisés qui s'engagent dans le volontariat.⁷² En Autriche, un fonds de reconnaissance pour l'engagement volontaire subventionne le travail des organisations de volontaires à hauteur de 15 000 euros.

La technologie permet de faire découvrir les possibilités de volontariat aux populations tout en améliorant les résultats en matière de développement géré par les volontaires. Les plateformes technologiques sont utilisées dans toute la région de la CEE-ONU afin de mobiliser et de coordonner

INTÉGRATION DU VOLONTARIAT DANS LES LÉGISLATIONS ET POLITIQUES EN AZERBAÏDJAN

En 2009, une loi sur les « activités volontaires » (« *Könüllü fəaliyyət haqqında*, » *Azərbaycan Respublikasının Qanunu* No. 828-III G) a été adoptée en Azerbaïdjan pour établir les droits et les obligations de volontaires et des organisations de volontaires. Cette loi définit des règles pour protéger les volontaires, notamment la nécessité d'un contrat, la fourniture d'une assurance et une indemnité pour couvrir les dépenses. En 2013, à la suite de la loi de 2009, le ministère de la Jeunesse et des Sports de la République d'Azerbaïdjan a publié un guide sur le volontariat et mis en place le Service volontaire d'Azerbaïdjan auquel 2 400 volontaires ont participé. En 2015, le volontariat a été intégré dans la stratégie de développement de la jeunesse azerbaïdjanaise (2015 – 2025)⁶⁸ et aujourd'hui, l'Azerbaïdjan gère plusieurs programmes de volontariat. Par exemple, le programme « ASAN Volunteers » a permis à plus de 15 000 jeunes de participer à des projets axés sur l'inclusion sociale et la protection de l'environnement depuis 2013.

Source : Gouvernement d'Azerbaïdjan 2018 / Loi sur les activités volontaires

les volontaires. Par exemple, 350 000 volontaires sont inscrits sur le système d'information en ligne « Volontaires de Russie ». En Azerbaïdjan, en Autriche et au Pays de Galles, des portails en ligne permettent aux jeunes d'entrer en contact avec des organisations de volontaires,⁷³ tandis que l'application mobile « Volontaires virtuels » de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge met en relation des volontaires et des migrants.⁷⁴ Les volontaires utilisent aussi la technologie pour améliorer leur travail. Aux États-Unis, les volontaires utilisent des appareils de contrôle mobiles pour mesurer et cartographier la pollution de l'air et de l'eau,⁷⁵ alors que des volontaires en ligne dressent des cartes numériques des opérations de secours humanitaire pour appuyer le travail de la Croix-Rouge néerlandaise.⁷⁶ Depuis 2002, dans toute la région, plus de 40 000 personnes ont travaillé en tant que Volontaires en ligne ONU pour soutenir les efforts en faveur du développement durable, notamment en matière d'édition, de traduction et de conception.⁷⁷

INTÉGRATION DU VOLONTARIAT DANS LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Depuis longtemps, la région de la CEE-ONU s'attache à déployer des volontaires ayant des compétences techniques pour soutenir les pays en développement.

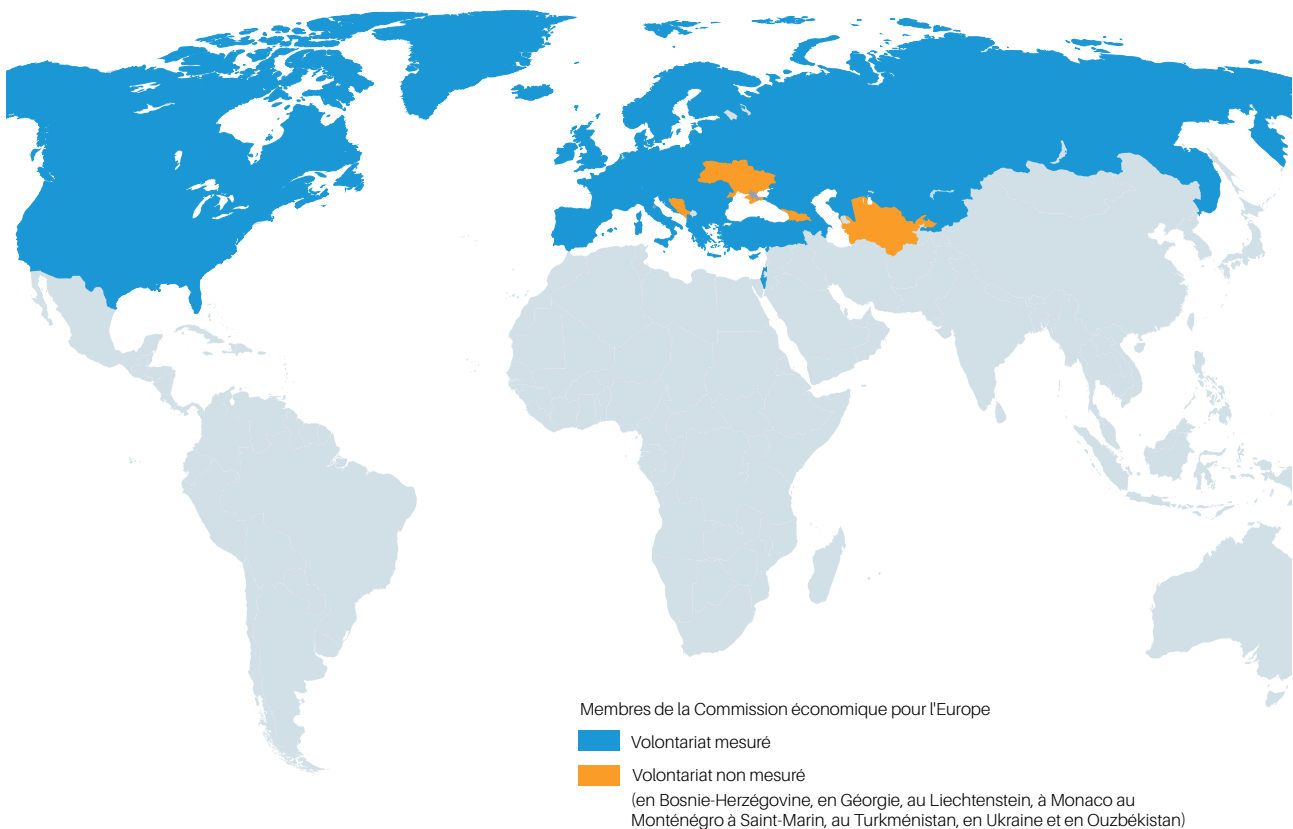
La région continue à fournir la majorité des volontaires internationaux par l'intermédiaire de programmes tels que le Corps des volontaires de la paix des États-Unis et France Volontaires. En Europe, les années de volontariat social ont été complétées par des programmes de coopération transnationale, tels que le Service volontaire européen (SVE) qui permet aux citoyens européens de travailler comme volontaires auprès d'organisations de la société civile dans un autre État membre de l'Union européenne ou en dehors de celle-ci.⁷⁸ Le volontariat international est en train de changer dans la région de la CEE-ONU, sous l'influence des organisations qui envoient des volontaires qui réévaluent leurs modalités de fonctionnement et leurs partenariats pour s'assurer que leurs volontaires apportent une valeur ajoutée fondée sur les besoins locaux. La plupart des programmes internationaux mettent davantage l'accent sur le travail avec les communautés locales et la promotion des échanges Sud-Sud et Sud-Nord. Certaines organisations internationales de volontaires de la région de la CEE-ONU ont même innové en étant les premières à organiser des déploiements Sud-Sud, triangulaires voire Nord-Sud. Par exemple, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) a concentré ses efforts sur la promotion des échanges réciproques de volontaires entre des organisations norvégiennes et des pays en développement.⁷⁹ Conjointement

SERVICE FÉDÉRAL ALLEMAND DES VOLONTAIRES

À la suite de l'adoption de la loi sur la promotion du service volontaire des jeunes en 2008, l'Allemagne a mis en place plusieurs programmes nationaux de volontariat financés par l'État. Parmi ceux-ci figurent l'Année de volontariat social (Freiwilliges Soziales Jahr ou FSJ) et l'Année de volontariat écologique (Freiwilliges Ökologisches Jahr ou FÖJ), qui encouragent les citoyens allemands à s'engager dans le volontariat pendant un an en leur fournissant une allocation de subsistance et une couverture d'assurance. De plus, le Service volontaire international des jeunes permet aux jeunes allemands de travailler comme volontaires à l'étranger tout en donnant la possibilité aux jeunes des pays partenaires de faire de même en Allemagne. En 2017, le nombre de volontaires engagés dans des programmes de volontariat national et international était de 104 651.

Source : gouvernement allemand 2018.

Figure 5 Répartition géographique des pays de la CEE-ONU en fonction de leur expérience en matière de mesure du travail volontaire, 2008 – 2017.



avec ces nouvelles modalités de fonctionnement, de nouveaux programmes d'envoi de volontaires ont également vu le jour. C'est notamment le cas de programmes récemment créés par les gouvernements et les organisations de la société civile en Arménie, au Belarus, en Géorgie en Moldavie et en Ukraine.⁸⁰

3.3. MESURER LA CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES

Bien qu'il soit de plus en plus admis que le volontariat est un outil transversal important pour la réalisation des objectifs de développement durable, il est rarement mesuré. Cela s'explique souvent par un manque de reconnaissance et par le fait que de nombreux pays ne disposent pas des ressources nécessaires pour utiliser de manière fiable et régulière les outils statistiques de mesure du volontariat. Les mesures sont essentielles pour démontrer l'impact du volontariat, suivre les contributions à la réalisation

des ODD et, en fin de compte, plaider en faveur d'une augmentation des investissements en temps et en argent dans le volontariat.⁸¹ Les mesures jouent aussi un rôle fondamental pour suivre les progrès accomplis vers la mise en œuvre du Programme 2030, les mesures désagrégées revêtant une importance particulière pour garantir que les efforts en faveur du développement durable sont inclusifs et ne laissent personne de côté.⁸²

La mesure des efforts est en train de s'améliorer. Le *Manuel sur la mesure du travail bénévole* (2011) du BIT fournit un modèle sur lequel certains pays se sont basés pour mettre au point des enquêtes nationales.⁸³ En 2013, la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) a reconnu et défini le travail volontaire, permettant ainsi de recueillir des données régulières et comparables sur le volontariat dans le cadre de la mesure existante de la population active. Globalement, la région de la CEE-ONU a mené la plus importante action concertée pour mesurer le volontariat, notamment à l'aide d'enquêtes sur

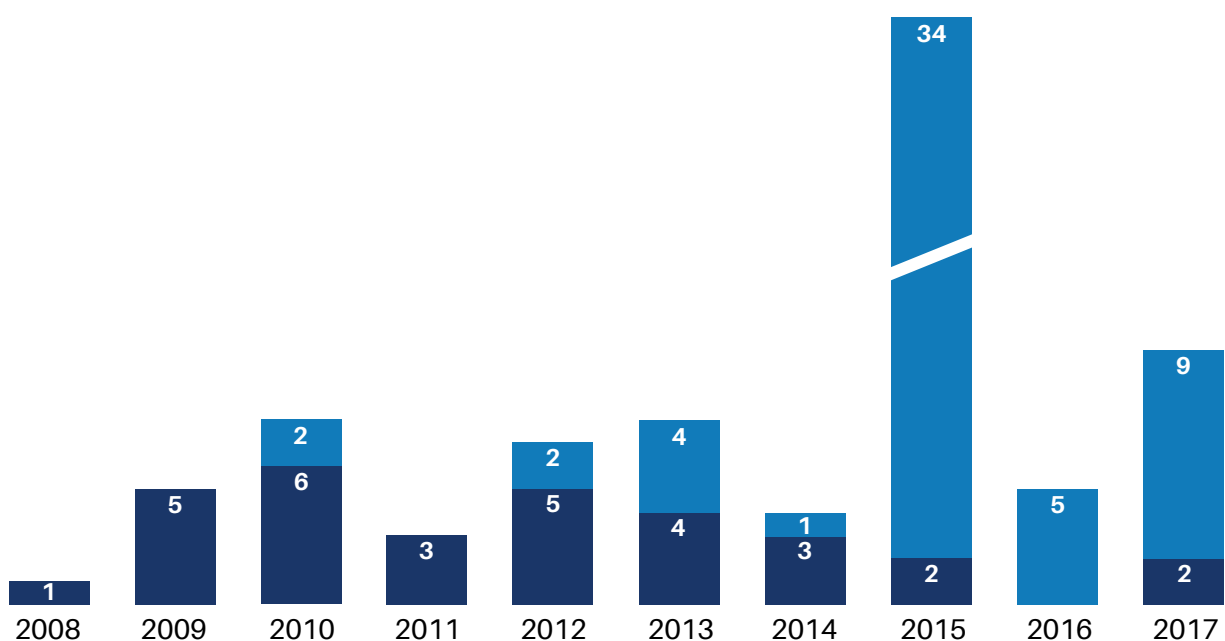
les valeurs, d'enquêtes à domicile et d'enquêtes sur les budgets-temps. Le BIT estime qu'entre 2007 et 2017, 103 États membres des Nations Unies ont recueilli des données sur le volontariat, dont environ la moitié provenaient de la région de la CEE-ONU. Par conséquent, 84 % des pays de la région (47 sur 56) ont récemment recueilli des données sur le volontariat, ce qu'ils ont tous fait en déployant des modules d'enquête dédiée axés sur le volontariat.⁸⁴

Sur la base des estimations du BIT, les données les plus récentes sur le travail volontaire couvrent environ 93 % de la population de la région CEE-ONU. La majorité de ces données portent sur le nombre de volontaires, le temps consacré au volontariat et le type de mission de volontariat.⁸⁵ Les mesures les plus cohérentes ont été effectuées dans l'Union européenne, qui a réalisé en 2011 une enquête dédiée au volontariat.⁸⁶ De plus, en 2015, l'*Enquête européenne sur le revenu et les conditions de vie* (EU-SILC) a été utilisée pour estimer l'engagement dans le volontariat de la population âgée de 16 ans et plus. En outre, le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, la Moldavie et le Portugal ont mené des enquêtes autonomes pour mesurer le volontariat. En Irlande et

en Moldavie, les mesures ont été effectuées à l'aide de modules dédiés attachés aux enquêtes sur la population active. Au Canada et au Royaume-Uni, des enquêtes sur la participation sociale et l'action sociale (comprenant le volontariat) ont été réalisées.⁸⁷

Parmi les dix pays qui ont remis leur analyse de la situation nationale, six ont décrit les méthodologies utilisées pour mesurer le volontariat.⁸⁸ À Chypre, par exemple, le service national de statistique a estimé que 7,17 % de la population participait à des activités de travail volontaire par l'intermédiaire d'une organisation contre 2,63 % à titre individuel, et que 1,79 % des Chypriotes prenaient part à des consultations publiques.⁸⁹ En Allemagne, une étude financée par le ministère fédéral de la Famille a montré que 43,6 % de la population de plus de 14 ans avait travaillé comme volontaire en 2014.⁹⁰ Mesurer la valeur économique du volontariat en plus de son ampleur et de sa portée met en évidence les immenses contributions en nature effectuées par les volontaires. Dans la région de la CEE-ONU, quelques pays, à l'image de la Norvège, publient régulièrement des statistiques précisant la contribution des volontaires au PIB.⁹¹ En Pologne, par exemple, selon

Figure 6 Nombre de mesures du travail volontaire dans la région de la CEE-ONU, par type de source de données, 2008 – 2017.



Nombre de mesures

Enquêtes sur le budget-temps

Autre (Labour Force Surveys, GSS, LFS, EU SILC)

les estimations, la valeur économique totale du travail volontaire représente 2,8 % du PIB, ce qui équivaut à 9,6 % des personnes travaillant dans l'économie nationale.^{92 93} En République tchèque, les volontaires ont fourni 45 millions d'heures de service en 2015, soit une valeur économique de 5,9 milliards de couronnes (260 millions de dollars).⁹⁴

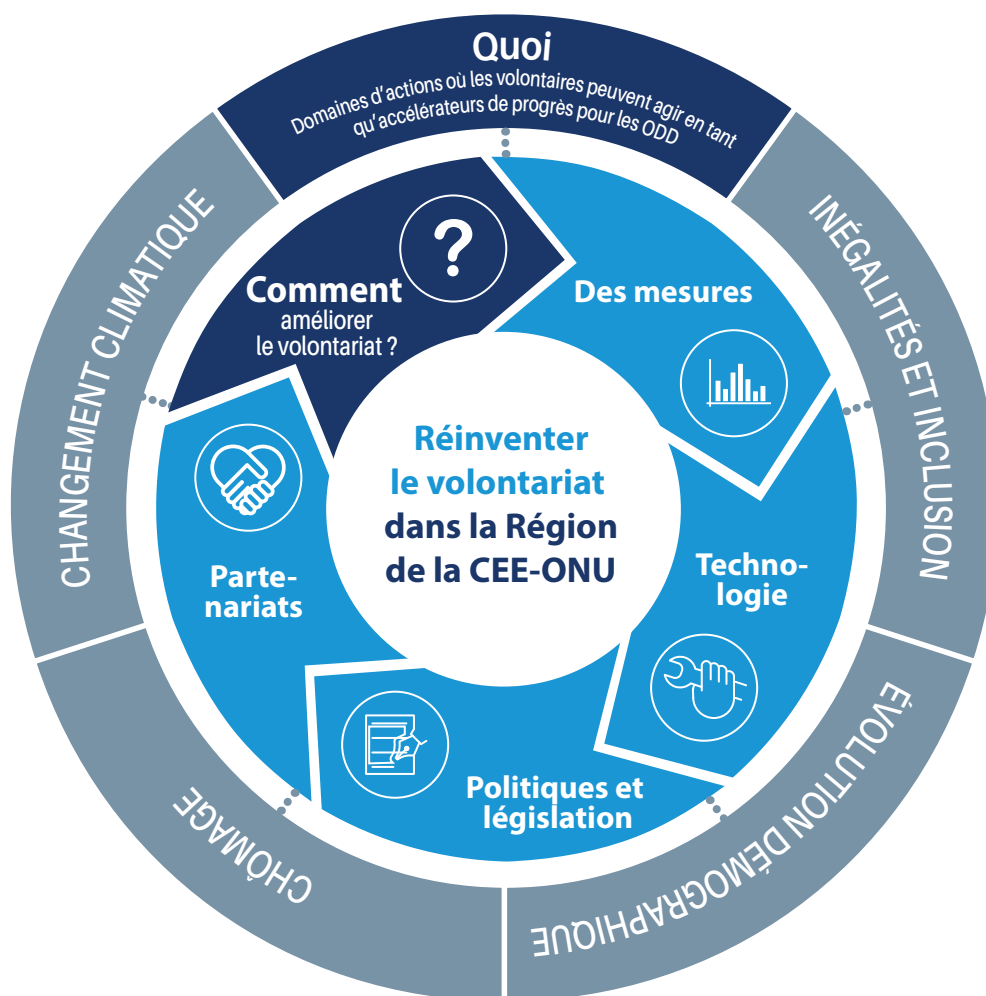
Plus de 90 mesures ont été effectuées dans la région de la CEE-ONU sur la période 2008 – 2017. Traditionnellement, les enquêtes sur les budgets-temps sont les principales sources de données sur le volontariat, en raison de leur capacité à saisir la nature irrégulière du volontariat. Toutefois, au cours des dernières années, recueillir les données en attachant des modules à différentes enquêtes est devenu une pratique plus courante. Ce changement méthodologique a peut-être été influencé par les résultats de la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail, qui a établi la définition statistique internationale du travail volontaire. Entre

2008 et 2017, on estime que 47 % des pays de la région CEE-ONU ayant mesuré le travail volontaire ont utilisé deux sources différentes, 31 % ont utilisé une seule source et 22 % ont utilisé trois sources ou plus. Environ 74 % des sources de données utilisées pour les mesures couvraient le volontariat structuré et le volontariat non structuré. Alors que cette proportion était de 71 % avant 2014, elle est passée à 75 % après cette même année en raison des mesures effectuées grâce à l'enquête communautaire sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), aux enquêtes sur la population active et à d'autres enquêtes, qui comportaient des questions spécifiques. Avant la fin de la prochaine décennie, dans la région de la CEE-ONU, on estime que 34 % des sources de données commenceront à être utilisées pour mesurer le travail volontaire tous les cinq ans (principalement à l'aide des enquêtes sur la population active et des enquêtes sociales générales) et 24 % pour effectuer des mesures tous les dix ans (à l'aide des enquêtes sur les budgets-temps).

4. RÉINVENTER LE VOLONTARIAT DANS LA RÉGION DE LA CEE-ONU

Les données factuelles synthétisées pour le présent rapport montrent que les volontaires continuent d’apporter une immense contribution à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et, de cette manière, aident à veiller à ce que le Programme 2030 dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l’Europe (CEE-ONU) soit l’affaire de tous et bénéficie à tous. Les États membres intègrent de plus en plus le volontariat dans les actions qu’ils entreprennent en faveur du développement et reconnaissent le volontariat comme une puissante modalité de développement transversal. Les parties prenantes du plan d’action poursuivent la collecte de données afin de mieux comprendre les qualités spécifiques que les volontaires mettent à la disposition du Programme 2030 ainsi que le soutien dont ils ont besoin.

Figure 7 Réinventer le volontariat dans la Région de la CEE-ONU.



Compte tenu des limites des bases de données, davantage d'efforts sont nécessaires pour mieux comprendre la contribution et l'impact du volontariat. Les parties prenantes du plan d'action doivent prendre des mesures pour collecter systématiquement les données factuelles dans l'ensemble des trois domaines thématiques du plan d'action afin de guider la planification et la mise en œuvre à venir des ODD. Les contributions des volontaires qui s'engagent dans des actions non structurées et celles des groupes marginalisés doivent être mieux saisies afin de renforcer les bases de données et d'élargir le discours stratégique. Les rapports nationaux volontaires et les autres mécanismes de communication de l'information doivent continuer à mettre en avant les efforts des millions de volontaires de la région pour garantir que ces derniers sont davantage reconnus et soutenus par les décideurs politiques, les professionnels du développement et les autres acteurs en tant que partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Des recommandations initiales claires ont été formulées sur la façon d'orienter et d'alimenter d'autres discussions et consultations sur le volontariat et le Programme 2030 dans la région, notamment dans le cadre du Forum régional pour le développement durable 2019 et en préparation de la réunion technique mondiale de 2020. Ces recommandations se concentrent sur la manière d'exploiter au maximum le potentiel du volontariat dans la région en améliorant la mise en œuvre (données, environnement favorable, partenariats et technologie) ainsi que sur les domaines d'action clés où les États membres et les parties prenantes du plan d'action doivent donner la priorité aux volontaires en tant qu'accélérateurs de progrès pour les ODD (inégalités, vieillissement, migration, emploi des jeunes et changements climatiques).

Bien que de solides mécanismes de mesure du volontariat existent dans la région de la CEE-ONU, les données factuelles examinées pour le présent rapport révèlent des écarts dans la qualité des données ainsi qu'un manque de coordination entre les approches. Des efforts concertés sont

nécessaires **pour obtenir davantage de données de haute qualité, désagrégées et comparables sur l'impact, la valeur ajoutée et la capacité à combler les lacunes qu'a le volontariat en tant qu'approche axée sur les personnes afin de réaliser des ODD tenant compte des conditions locales.** Une meilleure mesure de l'ampleur et de la portée du volontariat ainsi que de son impact sur chaque ODD permettra aux parties prenantes du plan d'action de mieux comprendre le volontariat et de plaider plus efficacement en sa faveur. Améliorer ces mesures contribuera également à orienter les prises de décisions et le suivi aux niveaux national et local, là où le volontariat représente la modalité privilégiée pour accélérer les progrès de réalisation des ODD. Il est possible d'y parvenir de manière efficace grâce à l'utilisation régulière d'outils statistiques produisant des données fiables, pertinentes et comparables et en s'assurant que les systèmes statistiques nationaux ont recours à des méthodologies harmonisées afin de générer des données comparables. Les collaborations en matière de données existant au niveau régional, comme Eurostat dans l'Union européenne, peuvent faciliter ce processus grâce à la compilation des données existantes et en plaidant en faveur de mesures qui soient comparables. Enfin, les parties prenantes du volontariat doivent mesurer toute la gamme d'impacts que produisent les volontaires – notamment pour ce qui est de l'amélioration du capital social, du développement personnel et de l'autonomisation – afin de fournir une image globale des multiples avantages du volontariat.

Pour protéger les volontaires et leur donner les moyens d'agir, les États membres de la CEE-ONU peuvent améliorer les environnements favorables au volontariat en adoptant des lois, politiques et normes inclusives adaptées au contexte local et en instaurant des exigences minimales concernant la protection, la sécurité et le bien-être des volontaires. Pour mettre en place un environnement favorable réellement inclusif qui donne les moyens d'agir à tous les volontaires et protège tous les volontaires, il est nécessaire de consulter diverses parties prenantes, notamment les volontaires qui s'engagent dans

des actions non structurées et les volontaires de groupes tenus à l'écart de l'action, marginalisés ou minoritaires. Conformément à l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les réglementations sur le volontariat de l'ensemble de la région doivent se concentrer sur l'ouverture de l'espace civique afin de maximiser la participation des citoyens à la réalisation des objectifs de développement durable.

Les populations ne bénéficient pas toutes d'un accès équivalent aux possibilités de volontariat dans la région, et les États membres de la CEE-ONU doivent réfléchir aux moyens d'élargir la participation. Il est important d'assurer que tous, y compris les plus marginalisés ou les plus vulnérables, peuvent accéder aux possibilités de volontariat. Par exemple, la stigmatisation sociale peut empêcher certaines personnes de s'engager dans le volontariat, et la conception des programmes de volontariat peut créer des obstacles à la participation de certains groupes. Par conséquent, le présent rapport recommande que les États membres de la CEE-ONU **investissent dans des programmes et des plans inclusifs de manière à ce que chacun, partout, puisse contribuer au volontariat et en bénéficier.**

Les volontaires locaux disposent de connaissances et de compétences uniques, mais ils travaillent souvent dans l'isolement, à l'écart des initiatives mondiales, régionales ou nationales. Il faut mettre en place des partenariats justes et équitables, qui s'appuient sur les normes locales, afin de créer des liens entre, d'une part, les volontaires locaux et leurs organisations et, d'autre part, les efforts nationaux, régionaux et mondiaux. Des partenariats volontaires au sein desquels les gouvernements, les agences de l'ONU, les organisations de volontaires, les organisations de la société civile, les universités et le secteur privé **travaillent en plus étroite collaboration avec les groupes de volontaires locaux contribueront à un volontariat plus inclusif et efficace en associant les forces et les faiblesses pour que les premières compensent les secondes, en partageant des opinions diverses et en tirant parti des connaissances existantes.**

Les nouvelles technologies apportent des changements fondamentaux au volontariat dans la région. La plupart des innovations ne sont pas réparties de manière égale, ont été mises au point récemment et n'ont pas encore été largement partagées ou évaluées. De nombreuses organisations de volontaires ont recours à la technologie dans un domaine, par exemple pour recruter et gérer les volontaires, mais n'ont pas encore trouvé de solution technologique pour soutenir d'autres domaines, tels que la formation et le renforcement des capacités. Ce phénomène a contribué à améliorer l'accès aux possibilités de volontariat tout en créant de nouvelles barrières, par exemple en mettant le volontariat hors de portée des personnes n'ayant pas facilement accès à Internet. L'une des mesures que les parties prenantes du plan d'action peuvent prendre est de **créer des possibilités et des espaces pour partager les innovations technologiques et les meilleures pratiques en matière de volontariat, y compris avec les acteurs en dehors de la région de la CEE-ONU, et d'analyser et évaluer conjointement l'impact des interventions technologiques.**

Le volontariat est un puissant outil de développement transversal qui exige cohérence politique et intégration dans tous les efforts en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030. **Le volontariat peut être davantage intégré dans le Programme 2030 en veillant à ce qu'il soit mieux incorporé dans les stratégies nationales et les stratégies sectorielles ainsi que dans les politiques et les législations de tous les secteurs.** De nombreux États membres de la CEE-ONU ont intégré le volontariat dans des stratégies sectorielles axées sur la jeunesse. Toutefois, beaucoup moins de politiques et de stratégies s'attachent à intégrer le volontariat afin d'aborder les autres grands domaines thématiques des ODD. Les États membres doivent s'assurer que le volontariat est intégré dans l'ensemble des domaines d'action tout en donnant la primauté aux priorités régionales, telles que les questions de migration, le vieillissement de la population et l'action climatique. Les volontaires représentent aussi une ressource essentielle pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation

de tous les ODD. Les volontaires locaux peuvent notamment jouer un rôle prépondérant dans la collecte de données, tout particulièrement pour recueillir des données désagrégées, grâce à leurs connaissances locales et à leurs relations.

Compte tenu des limites des bases de données, le présent rapport de synthèse n'est pas en mesure d'effectuer une analyse exhaustive de tous les domaines d'action où le volontariat est susceptible d'accélérer la réalisation des ODD. Cependant, en s'appuyant sur l'analyse réalisée dans le chapitre 2, le présent rapport examine comment les **volontaires peuvent jouer un rôle d'accélérateur et de catalyseur pour les domaines d'action clés des ODD dont le développement marque le pas, à savoir les inégalités, le vieillissement, la migration, l'emploi des jeunes et les changements climatiques.**

Les inégalités concernent tous les objectifs de développement durable, et le fossé entre les « nantis » et les « démunis » se creuse en de nombreux endroits de la région de la CEE-ONU au fur et à mesure que les disparités de revenus s'accroissent et parce que les inégalités sociales maintiennent une situation discriminatoire. Malgré cela, de nombreux pays ne sont souvent pas conscients que le volontariat fait partie intégrante de la solution. Le volontariat doit être incorporé dans les discussions plus larges portant sur l'inclusion sociale et les inégalités, deux sujets qui occupent une place importante dans le discours public. Afin d'y parvenir de manière efficace, davantage de recherches doivent être menées sur la manière dont le volontariat réduit les inégalités et renforce la cohésion sociale, particulièrement au sein des groupes marginalisés. Le volontariat dans la région de la CEE-ONU pourrait être beaucoup plus inclusif et, ce faisant, aider à entrer en relation avec des groupes qu'il serait autrement difficile de contacter ou qui sont les plus défavorisés par rapport à la réalisation des ODD. En particulier, le volontariat offre d'importantes possibilités pour l'autonomisation des femmes et doit être intégré dans toutes les stratégies de réalisation de l'ODD 5. Compte tenu du vieillissement de la

population dans la région de la CEE-ONU, il est aussi nécessaire d'accorder une attention particulière aux interventions volontaires qui soutiennent et autonomisent les personnes âgées, conformément au Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et à sa stratégie régionale de mise en œuvre pour 2018 - 2022. Le volontariat peut renforcer la confiance et la compréhension entre les personnes d'horizons différents et, par conséquent, il doit aussi être intégré dans l'élaboration des politiques sur la migration et les réfugiés en tirant parti de l'appel du Pacte mondial pour des migrations sûres en faveur d'une « approche mobilisant l'ensemble de la société » globale. Enfin, le volontariat doit être pleinement soutenu pour offrir aux jeunes de la région des possibilités d'acquérir différents ensembles de compétences adaptés à l'évolution rapide des tendances en matière d'emploi.

Comme le montrent les tendances générales, le changement climatique est le problème le plus grave auquel les populations et l'environnement sont confrontés dans la région de la CEE-ONU, et il ne sera pas possible d'atteindre certains objectifs cruciaux si tous ne s'engagent pas dans l'action climatique. Dans l'ensemble, la région de la CEE-ONU se démarque en cela que certaines des causes principales du changement climatique y trouvent leur origine, mais aussi parce qu'elle détient de nombreuses solutions novatrices. Les volontaires ont un rôle important à jouer pour s'attaquer aux causes et diffuser les solutions, notamment grâce au suivi des changements climatiques et à la promotion de la sensibilisation et des comportements durables. La recommandation finale du présent rapport est que **les gouvernements aux niveaux local et national doivent intégrer le volontariat dans les stratégies plus larges d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à ces changements, dans le cadre de l'approche mobilisant l'ensemble de la société requise pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.** Les volontaires ont toujours été aux avant-postes de l'action climatique et de la protection de l'environnement, et le volontariat, pour peu qu'il soit soutenu par des investissements pertinents

et intégré dans des stratégies climatiques plus vastes, peut être un moteur de l'action climatique dans la région de la CEE-ONU. Il pourra ainsi servir d'exemple et de source d'inspiration pour susciter des changements à l'échelle mondiale.

NOTES

- 1 AGNU 2018a.
- 2 VNU 2018a.
- 3 Y compris par l'intermédiaire de Volunteer Groups Alliance qui, en tant que groupe de parties prenantes du Conseil économique et social (ECOSOC), représente les volontaires et les organisations employant des volontaires de plus de 150 pays (<https://sustainabledevelopment.un.org/majorgroups/volunteers>).
- 4 BIT 2018a ; VNU 2018b.
- 5 DEAS s.d.
- 6 CEE-ONU 2017a.
- 7 PNUD Arménie 2017.
- 8 UE 2018a.
- 9 CEE 2017.
- 10 NU Kazakhstan s.d.
- 11 NU ECOSOC 2018.
- 12 CEE-ONU 2017a.
- 13 UNICEF 2017.
- 14 WEF 2018 ; CESAP 2018 ; Darvas 2018 ; UE 2018b.
- 15 CE 2018a.
- 16 CEE-ONU 2017a.
- 17 CEE-ONU 2017c.
- 18 OIM 2017.
- 19 AGNU 2019.
- 20 BIT 2018b ; DAES 2016.
- 21 OCDE 2018.
- 22 OCDE 2018.
- 23 BIT 2017a.
- 24 BIT 2017b.
- 25 NU ECOSOC 2018b.
- 26 CE 2018b, CE 2018c.
- 27 AEE 2018.
- 28 CEE-ONU s.d.
- 29 VNU 2018a.
- 30 Gouvernement de Malte 2018a.
- 31 Gouvernement autrichien 2018.
- 32 VNU 2018b.
- 33 VNU 2018a.
- 34 UE 2017.
- 35 Gouvernement du Kazakhstan 2018.
- 36 Gouvernement français 2018.
- 37 CE 2017.
- 38 Gouvernement d'Azerbaïdjan 2018.
- 39 Gouvernement espagnol 2018
- 40 Gouvernement du Kazakhstan 2018.
- 41 Gouvernement de Chypre 2018 ; gouvernement de Malte 2018a ; gouvernement polonais 2018.
- 42 AGNU 2018b.
- 43 Gouvernement de Malte 2018b.
- 44 Gouvernement autrichien 2018.
- 45 Gouvernement de Croatie s.d.
- 46 Gouvernement français 2018.
- 47 Gouvernement de la Fédération de Russie 2018.
- 48 NCVO 2018.
- 49 PNUD 2018b.
- 50 VNU 2018a.
- 51 Gouvernement d'Azerbaïdjan 2018.
- 52 CEE-ONU 2017c.
- 53 NCVO 2018.
- 54 UE s.d.
- 55 HCR 2017.
- 56 HCR 2015.
- 57 FICR 2017.
- 58 Gouvernement du Canada 2018.
- 59 VNU 2018b.
- 60 Loi sur le volontariat de 2007, Croatie
- 61 Gouvernement de la République tchèque 2018.
- 62 CE 2010b.
- 63 NCVO 2018.

- 64 Gouvernement irlandais s.d.
- 65 CE 2018d.
- 66 CE 2018e.
- 67 CEE-ONU 2017d.
- 68 Gouvernement d'Azerbaïdjan 2018.
- 69 Gouvernement d'Azerbaïdjan 2018 ; gouvernement autrichien 2018 ; Lituanie : Décret sur la description du service volontaire des jeunes ; AGNU 2018b.
- 70 NCVO 2018.
- 71 Gouvernement d'Azerbaïdjan 2018.
- 72 AGNU 2018b.
- 73 AGNU 2018b ; gouvernement autrichien 2018.
- 74 Volontaires virtuels s.d.
- 75 National Water Quality Monitoring Council s.d.
- 76 AGNU 2018b.
- 77 VNU s.d.
- 78 CE s.d.
- 79 NORAD 2017.
- 80 Conseil de l'Europe et UE s.d.
- 81 BIT 2018c.
- 82 BIT 2018a.
- 83 BIT 2011a.
- 84 BIT 2018c.
- 85 BIT 2018a.
- 86 CE 2010a.
- 87 Canada : Enquête sociale générale – Dons, bénévolat et participation (ESG DBP), 2013/2018 ; Allemagne : enquête sur le volontariat (2014) ; Irlande : enquête nationale trimestrielle auprès des ménages, 3^e trimestre, 2013, module sur le volontariat et le bien-être ; Moldavie : enquête sur le travail volontaire, module spécial attaché à l'enquête sur la population active de 2015 ; Portugal : Enquête sur le travail bénévole / Inquérito ao Trabalho Voluntário (2012). Canada : Enquête sociale générale – Dons, bénévolat et participation (ESG DBP), 2013 et 2018 ; Royaume-Uni : Community Life Survey (2017).
- 88 Chypre, République tchèque, France, Allemagne, Russie, Royaume-Uni.
- 89 Gouvernement de Chypre.
- 90 Gouvernement allemand 2018.
- 91 AGNU 2018b.
- 92 Statistics Poland 2013.
- 93 NCVO 2018.
- 94 Gouvernement de la République tchèque 2018.
- 95 BIT 2018b.

ANNEXES

ANNEXE A – SOURCES PRINCIPALES

Le présent rapport est basé sur les informations fournies par les États membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) dans les analyses de la situation nationale transmises en 2018, les rapports nationaux volontaires et les contributions au rapport de 2018 du Secrétaire général sur le volontariat.

Analyses de la situation nationale	Rapports nationaux volontaires	Contributions au rapport de 2018 du Secrétaire général sur le volontariat
Allemagne	Albanie	Allemagne
Autriche	Andorre	Azerbaïdjan
Azerbaïdjan	Arménie	Chypre
Chypre	Canada	Géorgie
Fédération de Russie	Grèce	Norvège
France	Hongrie	Turquie
Kazakhstan	Irlande	Ukraine
Malte	Lettonie	
République tchèque	Lituanie	
Royaume-Uni	Malte	
	Pologne	
	Roumanie	
	Slovaquie	
	Espagne	
	Suisse	

ANNEXE B – TERMES ET CONCEPTS

Aux fins du présent rapport, le **volontariat** est compris comme étant « un large éventail d'initiatives entreprises de plein gré pour l'intérêt public général et pour lesquelles la rémunération n'est pas le principal facteur de motivation ».^[v]

Le rapport tient compte des formes structurées et non structurées du volontariat.

Le **volontariat structuré** fait en général référence à des volontaires s'engageant sur base régulière et donnant de leur temps à une organisation de la société civile, une organisation gouvernementale ou une entreprise du secteur privé.

Le **volontariat non structuré** a lieu en dehors des structures organisationnelles et prend différentes formes comprenant les activités communautaires et la mobilisation de citoyens à grande échelle, par exemple pour répondre aux catastrophes humanitaires.^[v]

ANNEXE C – RÉFÉRENCES

- Conseil de l'Europe et Union européenne (UE) s.d. Contribution to EU Youth Wiki: non-programme countries. Disponible à l'adresse <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/contribution-eu-youth-wiki>
- Darvas, Zsolt (2018). This is the state of inequality in Europe. World Economic Forum, 4 mai. Disponible à l'adresse <https://www.weforum.org/agenda/2018/05/european-income-inequality-begins-to-fall-once-again>
- Commission européenne (CE) (s.d.). Activités de volontariat Erasmus+. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/opportunities/individuals/young-people/european-voluntary-service_fr
- Commission européenne (2010a). Le volontariat dans l'Union européenne. Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » (EACEA). Direction Générale Éducation et Culture (DG EAC). Bruxelles.
- Commission européenne (CE) (2017). De jeunes Européens se portent volontaires pour protéger la nature Magazine L'Environnement pour les Européens (27 février 2017). Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/environment/efe/themes/nature-and-biodiversity/young-europeans-volunteer-nature-protection_fr
- Commission européenne (CE) (2018a). Écart des rémunérations entre hommes et femmes (non corrigé). Code : sdg_05_20 Eurostat. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-datasets/product?code=SDG_05_20
- Commission européenne (CE) (2018b). Consommation d'énergie primaire Eurostat. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=sdg_07_10&plugin=1
- Commission européenne (CE) (2018c). Population, incapable à maintenir une température adéquate dans le logement par statut de pauvreté. Disponible à l'adresse https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=sdg_07_60&plugin=1
- Commission européenne (CE) (2018d). Youth Wiki Countries Plateforme des politiques nationales de l'Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » (EACEA). Disponible à l'adresse <https://eacea.ec.europa.eu/national-policies/en/youthwiki/countries>
- Commission européenne (CE) (2018e). Communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Mobiliser, connecter et autonomiser les jeunes : une nouvelle stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse COM(2018) 269 final. Bruxelles.
- Agence européenne pour l'environnement (AEE) (2018) Recent trends and projection in EU greenhouse gas emissions. Disponible à l'adresse <https://www.eea.europa.eu/themes/climate/approximated-greenhouse-gas-emissions/approximated-greenhouse-gas-emissions-in-2017>
- Communauté économique eurasiennne (CEEAA) (2017). Achieving the Sustainable Development Goals in the Region of the Eurasian Economic Union. Moscou
- Parlement européen (2018) Résolution du Parlement européen du 18 avril 2018 sur les progrès réalisés sur la voie du pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et du pacte mondial des Nations unies sur les réfugiés 2018/2642 (RSP). Strasbourg.
- Union européenne (UE) s.d. Gender Equality, Equality between countries. Portail européen de la jeunesse. Disponible à l'adresse https://europa.eu/youth/volunteering/project/2997_en
- Union européenne (UE) (2017). Fonds européen d'aide aux plus démunis Rapport de réunion 7e réunion du réseau FEAD Preventing Food Waste Through Fead Actions 21 septembre 2017 Bruxelles.
- Union européenne (UE) (2018a). Sustainable Development in the European Union. Monitoring on Progress towards the SDGs in an EU Context. Bruxelles.
- Union européenne (UE) (2018b). EU Aid Volunteers and Concern Worldwide project in Malawi. Disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/job/2951039/gender-equality-eu-aid-volunteer>
- Gouvernement autrichien (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat de l'Autriche. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement d'Azerbaïdjan (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat de l'Azerbaïdjan. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.

- Gouvernement du Canada 2018. Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Rapport national volontaire. Disponible à l'adresse https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20306Canada_FRENCH_18122_Canadas_Voluntary_National_ReviewFRv7.pdf
- Gouvernement de Croatie s.d. Certificate of Competences acquired during volunteer work. Disponible à l'adresse [http://volonterka.info/dokumenti/Kompetencije%20ste%C4%8Dene%20kroz%20volontiranje%20-%20potvrda%20\(engleski\).pdf](http://volonterka.info/dokumenti/Kompetencije%20ste%C4%8Dene%20kroz%20volontiranje%20-%20potvrda%20(engleski).pdf)
- Gouvernement de Chypre (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat de Chypre. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement de la République tchèque (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat de la République tchèque. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement français (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat de la France. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement allemand 2018. Analyse de la situation nationale du volontariat de l'Allemagne. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement irlandais (s.d.). Volunteering. Ministère du Développement rural et communautaire. Disponible à l'adresse <https://drcd.gov.ie/community/volunteering/>
- Gouvernement du Kazakhstan (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat du Kazakhstan. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement de Malte (2018a). Analyse de la situation nationale du volontariat de Malte. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Gouvernement de Malte (2018b). Voluntary National Review on the implementation of the 2030 Agenda. Disponible à l'adresse https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20203Malta_VNR_Final.pdf
- Gouvernement polonais (2018). Implementation of the Sustainable Development Goals in Poland, The 2018 National Report. Disponible à l'adresse https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19409Poland_VNR_20180615.pdf
- Gouvernement espagnol (2018). Spain's Report for the 2018 Voluntary National Review. Disponible à l'adresse https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/203295182018_VNR_Report_Spain_EN_ddghpbrgsp.pdf
- Gouvernement de la Fédération de Russie (2018). Analyse de la situation nationale du volontariat de la Russie. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- Bureau international du travail (BIT) (2011). Manuel sur la mesure du travail bénévole. Genève.
- Bureau international du travail (BIT) (2017). Towards Policies Tackling the Current Youth Employment Challenges in Eastern Europe and Central Asia. Genève.
- Bureau international du travail (BIT) (2017b). Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017. Les voies possibles vers un meilleur avenir du travail. Genève.
- Bureau international du travail (BIT) (2018a). National practices in measuring volunteer work: A critical review. 20e Conférence internationale des statisticiens du travail (10 - 19 octobre 2018). CIST/20/2018/Document de séance no 12. Genève.
- Bureau international du travail (BIT) (2018b). Emploi et questions sociales dans le monde. Tendances 2019. Disponible à l'adresse <https://www.ilo.org/wesodata>
- Bureau international du travail (BIT) (2018c). Rapport de la Conférence. 20e Conférence internationale des statisticiens du travail (10 - 19 octobre 2018). Rapport III. Genève.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2017). Rapport État de la migration dans le monde 2018. Genève.
- National Council for Voluntary Organisations (NCVO) 2018. Analyse de la situation nationale du volontariat du Royaume-Uni, approuvée par des politiques des gouvernements du Pays de Galles, d'Écosse et d'Irlande du Nord et soutenue par le ministère de la Société civile du Royaume-Uni. Transmis au Secrétariat au plan d'action en 2018. Document non publié.
- National Water Quality Monitoring Council (s.d.) Volunteer Monitoring. Disponible à l'adresse <https://acwi.gov/monitoring/vm/resources.htm>
- Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) (2017). Rapport annuel 2017. Oslo.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2018). Taux de chômage des jeunes. Disponible à l'adresse <https://data.oecd.org/fr/unemp/taux-de-chomage-des-jeunes.htm>
- Statistics Poland (2013). Volunteering through organizations and other types of unpaid work outside own household 2011. Disponible à l'adresse <https://stat.gov.pl/en/topics/social-economy/volunteering-and-other-types-of-unpaid-work-outside-own-household/volunteering-through-organizations-and-other-types-of-unpaid-work-outside-own-household-2011,1,1.html>
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2017). Child poverty in Europe and Central Asia region: definitions, measurement, trends and recommendations. Genève.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) (s.d.). Base de données nationale d'examens volontaires (en anglais). Plateforme de connaissances sur le développement durable (en anglais). Disponible à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/>
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) (2016). World Youth Report 2015. Youth Civic Engagement. New York
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2018a). Human Development Index. Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2018b). What Does It Mean To Leave No One Behind? Document de réflexion du PNUD et cadre de mise en œuvre. New York.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Arménie (2017). Armenia SDG National Innovation Lab. Disponible à l'adresse <http://www.am.undp.org/content/armenia/en/home/projects/armenia-national-sdg-innovation-lab.html>
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (s.d.). UNECE and Climate Change. Genève.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2017a). Conférence des statisticiens européens. Feuille de route sur les statistiques pour les objectifs de développement durable. New York et Genève.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2017b). The Second Year of the SDGs in the Region – Knowing Where we Stand and Moving on to Prosperity and Well-Being for All. Document de travail interne (ECE/AC-25/2017/INF2) présenté lors du Forum régional de la CEE-ONU sur le développement durable, le 25 avril 2017. Genève.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2017c). Rapport de synthèse sur la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement dans la région de la CEE-ONU. Genève.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2017d). A sustainable Society for All Ages. Realizing the potential of living longer. Actes, conférence ministérielle de la CEE-ONU sur le vieillissement. Lisbonne, Portugal, 20 – 22 septembre 2017. New York et Genève.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) et Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2018). Progress on Transboundary Water Cooperation. Global baseline for SDG indicator 6.5.2. Paris.
- Conseil économique et social (ECOSOC) (2018). Compilation of main messages for the 2018 voluntary national reviews. Forum politique de haut niveau pour le développement durable 9 – 18 juillet 2018. E/HLPF/2018/5. New York.
- Conseil économique et social (ECOSOC) (2018b). Rapport du Forum régional de la CEE-ONU sur le développement durable lors de sa deuxième séance (1er et 2 mars 2018). ECE/RFSD/2018/2. Genève.
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (2018). Inequality in the era of the 2030 Agenda for Sustainable Development: North and Central Asia. Bangkok.
- Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) (2018 a). Projet de résolution adopté par l'Assemblée générale. Le volontariat à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030 A/C.3/73/L.13. New York.
- Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) (2018 a). Plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Rapport du Secrétaire général. A/73/254. New York.

Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) (2019).
Résolution adoptée par l'Assemblée générale. Pacte
mondial pour des migrations sûres, ordonnées et
régulières. A/RES/73/195. New York.

Nations Unies (NU) Kazakhstan (s.d.). Sustainable
Development Goals. Disponible à l'adresse [https://
ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/opportunities/
individuals/young-people/european-voluntary-service_
fr](https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/opportunities/individuals/young-people/european-voluntary-service_fr)

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)
(s.d.). Service Volontariat en Ligne du programme
VNU. Disponible à l'adresse [https://ec.europa.eu/
programmes/erasmus-plus/opportunities/individuals/
young-people/european-voluntary-service_fr](https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/opportunities/individuals/young-people/european-voluntary-service_fr)

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)
(2018a). Rapport sur la situation du volontariat dans
le monde. Le fil qui nous relie. Volontariat et résilience
communautaire. Bonn.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)
(2018 b). Global Trends in Volunteering Infrastructure.
Note d'information pour le Rapport sur la situation du
volontariat dans le monde 2018. Le fil qui nous relie.
Bonn.

Virtual Volunteer (s.d.). Disponible à l'adresse [https://www.
virtualvolunteer.org/#/en-all/about](https://www.virtualvolunteer.org/#/en-all/about).

Forum économique mondial (WEF) (2018). The Inclusive
Development Index 2018. Summary and Data
Highlights. Genève.

Tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans autorisation préalable. Pour obtenir une liste des erreurs ou des omissions constatées après l'impression, veuillez visiter notre site Web à l'adresse www.unv.org/planofaction.

Publié en mars 2019.



LE PLAN D'ACTION POUR INTÉGRER LE VOLONTARIAT DANS LE PROGRAMME 2030

Le Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un cadre placé sous les auspices des Nations Unies grâce auquel les gouvernements, les agences des Nations Unies, les organisations de volontaires, les organisations de la société civile, les universités et le secteur privé se rassemblent pour accélérer l'impact du volontariat sur les objectifs de développement durable (ODD) en :

a) renforçant l'appropriation du Programme 2030 par les populations; b) intégrant et généralisant le volontariat dans les stratégies et les politiques nationales; et c) mesurant plus efficacement l'influence des volontaires.

WWW.UNV.ORG/PLANOFACTION



Plan d'action
pour intégrer le volontariat
dans le Programme 2030